

DE NEW YORK A LOS ANGELES...

LES SYNDICATS ET LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE:

Nous avons suivi l'écllosion et le développement du syndicalisme américain à travers plus d'un siècle de vicissitudes économiques, idéologiques, politiques et guerrières (1). Aujourd'hui le mouvement ouvrier est adulte, c'est du moins ce que prétendent les employeurs et le gouvernement quand ils veulent le pénaliser, et dispose de finances importantes. Quelles sont ses luttes actuelles et les raisons de ses luttes?

Roosevelt au secours des syndicats:

Elu à la présidence des Etats-Unis en 1932 par un de ces revirements d'opinion prévisibles lorsque rien ne va plus, Franklin D. Roosevelt estima avec ses collaborateurs que les syndicats pourraient être un des instruments aptes à revigorer l'économie américaine. D'autres mesures étaient certes nécessaires, mais si les organisations ouvrières se montraient capables d'aider à élever le pouvoir d'achat de leurs adhérents cela amorcerait une reprise de la consommation sans trop empiéter sur le principe sacro-saint d'économie libérale alors que les adversaires du président prétendaient déjà voir le spectre du socialisme dans la T.V.A. («*Tennessee Valley Authority*»: plan de mise en valeur de la vallée du Tennessee, financé et administré par le gouvernement fédéral) et autres innovations du *New Deal* (2).

Voté en 1933 le «*National Industrial Recovery Act*» reconnaissait pour la première fois le droit des employés à se grouper en syndicats et à discuter collectivement par l'intermédiaire de leurs représentants. Cette loi fut déclarée inconstitutionnelle par la Cour Suprême en 1935, mais la même année la Loi Wagner (*National Labor Relations Act*) protégeait encore plus fermement les employés et de leurs représentants. Elle fut déclarée constitutionnelle par la Cour Suprême, sous la pression du gouvernement.

Des syndicats d'ouvriers d'industries:

Depuis plus de cinquante ans la syndicalisation dans les industries subissait des fortunes diverses, ayant eu une période florissante aux beaux jours de l'IWW. Des syndicats apparaissaient, tenaient quelques mois ou quelques années, puis disparaissaient. A partir de 1933-34, l'AFL sentit qu'il était nécessaire d'envisager pour les grands ensembles industriels une autre structure que le syndicat de métier et laissa la bride sur le cou aux militants organisateurs. Tout de suite, lorsqu'il s'agit de syndiquer une usine déterminée, ces derniers empiétèrent sur les droits acquis par un quelconque syndicat de l'AFL auquel adhérait déjà une petite partie d'ouvriers qualifiés de cette usine. Les embryons de syndicats industriels s'étaient réunis, au sein de l'AFL, dans le «*Committee for Industrial Organisation*». En janvier 1936 le Bureau Exécutif leur ordonna de dissoudre le Comité. Ils refusèrent et continuèrent l'organisation, ils furent exclus en mai 38 et fondèrent en novembre de la même année le *Congres of Industrial Organisations*, gardant les mêmes initiales (CIO), dont John L. Lewis devint le premier président.

Malgré la scission les effectifs doublèrent presque entre 35 et 37. Puis il y eut de nouveau la guerre, un autre NWLB et une autre lune de miel entre gouvernement, patrons et syndicats pour le plus grand bien de la patrie américaine. Le nombre des syndiqués monta jusqu'à 11 millions, mais comme vingt-cinq ans plus tôt la lune de miel dura ce que durèrent les hostilités. Le retour à une économie de paix n'eut pourtant pas les mêmes conséquences qu'en 1920 car maintenant les organisations syndicales étaient beaucoup plus solidement enracinées. D'autre part le gouvernement américain ne libéra les effectifs que par tranches pour ne pas jeter brutalement sur le marché du travail plusieurs millions de démobilisés.

(1) Voir *Le Monde libertaire* n°44, 45, 46 et 47.

(2) En terme de jeu de cartes: *nouvelle donne*.

EFFECTIFS DES SYNDICATS (3):

Année	AFL (.000)	CIO (.000)	Total (4) (.000)	Pourcentage population active non agricole
1900	548	--	791	--
1910	1.562	--	2.116	--
1920	4.079	--	5.034	19.6%
1930	2.861	--	3.632	12.0%
1933	2.127	--	2.857	10.0%
1937	2.861	3.718	7.218	23,5%
1945	6.931	6.000	14.796	36,9%
1954	10.900	5.185 (5)	18.000	37,2%
1956	16.000 (6)		18.500	35,7%

Les buts:

Aucun mouvement révolutionnaire n'a actuellement d'influence sur la vie américaine. Bien sûr le gouvernement fédéral et les gouvernements locaux se sont employés à les détruire, mais indéniablement avec la complicité de l'énorme majorité de la population qui se désintéresse de tout ce qui n'est pas lié à son bien-être immédiat. Et cette attitude est amplifiée par l'existence d'un niveau de vie très élevé en moyenne. On pense qu'on a plus à perdre qu'à gagner en changeant radicalement les structures de la société et le dynamisme économique est compensé par une sclérose intellectuelle et morale.

Aussi cette manière de voir ne permet aux mouvements révolutionnaires d'attirer une petite partie de la masse qu'en période de crise. Elle a permis de même au parti communiste de jouer un rôle assez important entre 1930 et 1940. Actuellement il est tombé autant que les mouvements de gauche et son fantôme ne sert qu'à consolider les propos démagogiques de politiciens qui cherchent à abattre un adversaire plus libéral.

Donc les syndiqués américains sont en masse partisans des buts et des méthodes proposés par Samuel Gompers et ses disciples il y a bientôt 80 ans. Le syndiqué est un citoyen américain comme les autres, qui écoute la prière à Dieu ou au drapeau au début de chaque réunion de sa section, lorsqu'il y assiste. Il demande à son syndicat de lui garantir son salaire actuel, de lui en obtenir un meilleur, de le préserver au maximum du chômage, des conséquences de la maladie, de l'accident et de la vieillesse et des abus de pouvoir de ses supérieurs.

Les méthodes:

Une section syndicale fondée dans une usine, un atelier ou une agglomération essaye d'abord d'être reconnue par le ou les employeurs. Et souvent la première grève menée par une section nouvelle a ce seul but: s'imposer au patron lorsque celui-ci ne veut rien entendre. Il arrive que la grève échoue et dans ce cas presque tout espoir de syndicalisation est perdu pour plusieurs années. Au cours de la deuxième étape les représentants du syndicat et de la compagnie discutent une convention collective à temps, plus ou moins intéressante pour les travailleurs suivant les forces respectives de la compagnie et du syndicat, la prospérité de l'industrie, les conventions déjà passées avec d'autres compagnies dans la même industrie. Chaque renouvellement de contrat permet théoriquement aux deux parties de tout remettre en question (même la reconnaissance du syndicat, les délégués ouvriers essayant de faire accepter (ou d'imposer en menaçant de faire grève) des améliorations du contrat précédent. Chaque contrat contient une clause *no strike, no lock-out* (pas de grève, pas de lock-out). Des commissions paritaires d'études des réclamations individuelles et une procédure d'arbitrage, indépendantes du gouvernement sont prévues.

(3) Source: *US Department of Labor. Bureau of Labor Statistics.*

(4) Total = AFL plus CIO plus Syndicats non affiliés.

(5) La perte d'effectif du CIO est due à l'expulsion des syndicats dominés par les communistes.

(6) Après 17 ans de scission l'AFL et le CIO ont fusionné en décembre 1956 et pris le nom d'AFL-CIO.

Les syndicats sont peu partisans des lois sociales pour deux raisons principales: étant donné l'état d'esprit du syndiqué moyen ils veulent être les responsables au moins apparents de l'augmentation de bien-être des travailleurs, d'autre part ils ont moins de sympathisants dans les parlements que n'en ont les compagnies. Ils appuieront cependant les lois sociales minimum, salaire minimum, retraite minimum, allocation chômage minimum, se réservant de faire augmenter substantiellement, par des actions au niveau de l'entreprise, la part de leurs adhérents seulement.

La loi Taft-Hartley:

La loi Wagner faisait la partie belle aux organisations syndicales encore peu développées; reconnaissance légale, et surtout légalisation du *closed-shop*... c'est-à-dire de l'embauchage par les syndicats. Après la guerre la propagande anti-syndicale reprit de l'ampleur, on monta en épingle quelques abus vrais dont s'était émue l'opinion publique et le parlement fédéral amenda la loi Wagner par la loi Taft-Hartley en 1947, malgré le *veto* du président Truman. Le *closed-shop* est désormais interdit, l'*union-shop* est autorisé (l'employeur a le privilège de l'embauche, mais le nouvel arrivant doit payer sa cotisation, au bout d'un certain délai, à la section syndicale... s'il y en a une dans l'entreprise, évidemment), mais les différents Etats ont le droit de passer des lois interdisant même l'*union-shop*, lois dites de droit au travail (*so-called "right to work" laws*).

Signalons accessoirement: 1- que les syndicats dominés par des communistes (*communists dominated*) ne peuvent pas bénéficier des avantages de la loi Taft-Hartley, mais ils tournent la difficulté en se faisant représenter chaque fois par un des leurs qui n'est pas communiste; 2- que le gouvernement fédéral n'est pas considéré comme un employeur: les fonctionnaires fédéraux n'ont pas le droit de faire grève.

LES GREVES (7):

Années	Nombre	Grévistes	Journées de grève	En pourcentage du temps travaillé
Moyenne 1935-39	2.862	1.130.000	16.900.000	0.3 %
Période de guerre: du 06-12-41 au 14-08-48	14.371	6.744.000	36.300.000	
1946	4.985	4.600.000	116.000.000	1.4%
1950	4.843	2.410.000	38.800.000	0.4%
1955	4.320	2.650.000	28.200.000	0.3%

Les communistes:

Au moment de l'essor brutal provoqué par la syndicalisation en masse des ouvriers industriels, les militants disciplinés du parti communiste furent des organisateurs modèles. On ne se souciait alors que d'efficacité à brève échéance en acceptant le risque d'un noyautage inévitable, d'autant plus que les intérêts immédiats étaient les mêmes.

Les premières dissensions apparurent dès le début des hostilités en Europe. Le gouvernement et les syndicats commencèrent à se mettre d'accord sur une politique de production permettant d'aider les gouvernements anglais et français, les communistes combattirent cette position et firent propagande pour la non-intervention. Dès l'attaque allemande contre l'URSS en juin 1941, ils prirent un virage à 180° degrés pour devenir tout de suite partisans de la production de guerre à outrance sans se soucier des conditions de travail ou de salaire, dénonçant comme traîtres à la classe ouvrière ceux qui, bien que favorables à l'effort de guerre, refusaient d'y sacrifier tous les droits déjà acquis. Nous aussi avons vécu l'Opération «*Retrouvons nos manches*» et n'avons pas oublié la campagne anti-grève menée en 1946 par le P.C., ses ministres et ses "syndicalistes".

Le virage dans l'autre sens eut lieu, bien entendu, lorsqu'après avoir battu Hitler et "assuré le triomphe de la liberté", Joseph et l'Oncle Sam rompirent leur mariage d'intérêt. Les syndicats américains soutenaient l'Oncle Sam et voulaient continuer à le soutenir. Aussi, pour ne pas prêter le flanc aux attaques des "bons Américains" et dans la ferme intention de rester "bon Américain", le CIO fut dans l'obligation d'exclure toutes ses fédérations dominées par des membres et des sympathisants du P.C. Cela représentait tout de même

(7) Source: US Department of Labor. Bureau of Labor statistics.

près d'un adhérent sur six, et onze fédérations sur une quarantaine. Aussitôt, avec plus ou moins de succès, on reforma à l'intérieur du CIO une fédération concurrente, dont les dirigeants étaient *persona grata*, chargés de détruire sa rivale pestiférée.

Des onze fédérations groupant 875.000 adhérents lors de leur exclusion quatre subsistent encore: l'*American Communications Association*, avec moins de 25.000 adhérents, la *Longshoremen's and Warehousemen's Union* (dockers de la côte du Pacifique avec 68.000 adhérents. la *Mine, Mill and Smelter Workers* (qui a tourné ce film admirable "*Le Sel de la Terre*", dont certains dirigeants syndicaux n'aiment pas beaucoup entendre parler, bien qu'il ne fasse aucune propagande communiste, et qui a été boycotté par les distributeurs sur l'ensemble du territoire des USA), avec 60.000 adhérents, l'*United Electrical Workers* avec environ 100.000 adhérents. Cette dernière est peu à peu rognée par la dynamique *International Union of Electrical Workers* (UEI) qui possède actuellement 330.000 adhérents et qui peut s'enorgueillir d'une victoire spectaculaire sur la compagnie Westinghouse, qui a coûté un mort et plus de cinq mois de grève (du 16 octobre 55 au 20 mars 56 pour 50.000 travailleurs.

(A suivre)

Marc PREVOTEL.
